

SUPPLEMENT A LA REVUE

"SOCIALISME OU BARBARIE"

POUVOIR OUVRIER

Décembre 1960 - N°24

Prix: 0,20 NF

SOMMAIRE

Les algériens dans la rue.

A bas le référendum.

Les Groupes d'Union contre la guerre.

La jeunesse étudiante face à la guerre d'Algérie.

La Parole aux Travailleurs

- On rationalise chez Renault.
- Lettre d'un ex-déporté.

POUR QUOI NOUS LUTTONS

chaque algérien gardait jusqu'ici dans son cœur. Pour le crier, ils payent de leur sang. Mais ils le crient.

Les projets de De Gaulle : l'Algérie domestiquée, "satellite" du capitalisme français, s'effondrent aussi. Ce que les paysans et les travailleurs algériens veulent ce n'est ni "l'accès plus large aux fonctions publiques", ni "l'Exécutif Algérien" ni même une "République algérienne" bâtarde dont le seul contenu serait la participation de la bourgeoisie algérienne aux bénéfices des entrepreneurs français. Ce qu'ils veulent c'est détruire les priviléges des "pieds noirs", cesser d'être des inférieurs, avoir le droit de s'organiser, de s'exprimer, de diriger eux-mêmes leurs propres affaires ; c'est récupérer les terres, les mines, les usines où ils sont exploités; c'est transformer l'Algérie de fond en comble. Et, pour cela, il leur faut l'indépendance.

La majorité de la population européenne, elle, veut tout le contraire: cantonner "la racaille" dans les bidonvilles, conserver les priviléges, les emplois, les terres, les bénéfices. Et elle sait que seule la force, c'est-à-dire l'Armée, l'occupation militaire, peut maintenir ce système colonial. Elle a donc manifesté contre toute mesure, même superficielle, qui risquerait de faire bouger cette société fondée sur la terreur. L'incroyable férocité des braves français tuant à coups de pied des arabes désarmés, la haine répugnante des femmes françaises criant aux parachutistes: "allez-y, tirez, tuez-les, tuez-les tous !", ne sont que l'aveu de LEUR PEU, la peur de ceux qui ont opprimé, exploité, méprisé les "bicoits" pendant des générations et qui maintenant craignent de tout perdre. Le courage, l'organisation et le sens politique des manifestants algériens, en revanche, sont les signes authentiques de la volonté de se libérer et de la farouche détermination de ceux qui n'ont rien à perdre.

L'intervention des masses algériennes dans les villes ouvre une nouvelle phase de la guerre d'Algérie, car seule une politique de répression brutale et massive pourrait empêcher cette intervention de continuer. Or, une telle politique signifierait pratiquement le retour à l'époque Massu, au pouvoir des parachutistes. Pour De Gaulle et la bourgeoisie française ce serait se fermer définitivement toute issue. Mais si la répression n'est pas menée jusqu'au bout, la lutte des algériens ira en s'amplifiant.

De Gaulle peut encore tergiverser. Il peut maintenir le référendum, essayer de

LES ALGERIENS DANS LA RUE

Ça y est : les algériens sont descendus dans la rue. Pendant six jours les manifestations se succèdent. Au prix de leur vie, désarmés, ils affrontent les mitraillettes des policiers et des paras, les revolvers des ultras. Ils tombent par dizaines, par centaines, mais brandissent toujours les drapeaux blanc-vert, réclament l'indépendance.

Le misérable décor de la "fraternisation" monté par les comédiens du 13 mai s'effondre définitivement. Le monde entier, y compris la population française qui se bouchait les oreilles, entend haut et fort ce que

chaque algérien gardait jusqu'ici dans son cœur. Pour le crier, ils payent de leur sang. Mais ils le crient.

Les projets de De Gaulle : l'Algérie domestiquée, "satellite" du capitalisme français, s'effondrent aussi. Ce que les paysans et les travailleurs algériens veulent ce n'est ni "l'accès plus large aux fonctions publiques", ni "l'Exécutif Algérien" ni même une "République algérienne" bâtarde dont le seul contenu serait la participation de la bourgeoisie algérienne aux bénéfices des entrepreneurs français. Ce qu'ils veulent c'est détruire les priviléges des "pieds noirs", cesser d'être des inférieurs, avoir le droit de s'organiser, de s'exprimer, de diriger eux-mêmes leurs propres affaires ; c'est récupérer les terres, les mines, les usines où ils sont exploités; c'est transformer l'Algérie de fond en comble. Et, pour cela, il leur faut l'indépendance.

La majorité de la population européenne, elle, veut tout le contraire: cantonner "la racaille" dans les bidonvilles, conserver les priviléges, les emplois, les terres, les bénéfices. Et elle sait que seule la force, c'est-à-dire l'Armée, l'occupation militaire, peut maintenir ce système colonial. Elle a donc manifesté contre toute mesure, même superficielle, qui risquerait de faire bouger cette société fondée sur la terreur. L'incroyable férocité des braves français tuant à coups de pied des arabes désarmés, la haine répugnante des femmes françaises criant aux parachutistes: "allez-y, tirez, tuez-les, tuez-les tous !", ne sont que l'aveu de LEUR PEU, la peur de ceux qui ont opprimé, exploité, méprisé les "bicoits" pendant des générations et qui maintenant craignent de tout perdre. Le courage, l'organisation et le sens politique des manifestants algériens, en revanche, sont les signes authentiques de la volonté de se libérer et de la farouche détermination de ceux qui n'ont rien à perdre.

L'intervention des masses algériennes dans les villes ouvre une nouvelle phase de la guerre d'Algérie, car seule une politique de répression brutale et massive pourrait empêcher cette intervention de continuer. Or, une telle politique signifierait pratiquement le retour à l'époque Massu, au pouvoir des parachutistes. Pour De Gaulle et la bourgeoisie française ce serait se fermer définitivement toute issue. Mais si la répression n'est pas menée jusqu'au bout, la lutte des algériens ira en s'amplifiant.

De Gaulle peut encore tergiverser. Il peut maintenir le référendum, essayer de

réprimer les ultras pour faire passer sa "solution" d'Algérie satellite, s'entêtant dans ses projets dont personne ne veut : ni les algériens ni les ultras. Pas pour longtemps. L'heure de la vérité est arrivée. Ou le capitalisme français reconnaîtra le droit des algériens à l'indépendance, engagera des négociations avec le F.L.N. ou la guerre d'Algérie deviendra définitivement l'affaire exclusive de l'Armée, des colons et de ceux qui les soutiennent en métropole.

Parce qu'ils crient "independance !", des ouvriers, des petits marchands, des jeunes filles, des écoliers tombent sous les balles et les coups de crosse à la Casbah d'Alger. En France les travailleurs se taisent, les partis et organisations syndicales dits représentatifs publient des communiqués de presse. Que faut-il donc que les algériens fassent pour provoquer un mouvement de solidarité de la classe ouvrière française ? Six ans de répression, de tortures, de camps de concentration n'était pas suffisant... Maintenant ils sont descendus dans la rue pour que le monde entier les voie. Avec des bouts de bois face aux fusils-mitrailleurs. Ils se dressent contre le même régime qui, sous d'autres formes, opprime et exploite les travailleurs français. Mais des jeunes travailleurs français sous l'uniforme participent sinon aux massacres du moins à la répression, aux quadrillages, pendant que leurs frères, leurs pères, leurs amis, en France, ne font rien.

Les mots, les pétitions, les communiqués indignés ça peut donner bonne conscience à certains. N'empêche, se contenter de cela C'EST DE LA LACHETÉ. Et la lâcheté - avec ou sans excuses - ça se paye.

Si la classe ouvrière française ne sait pas se mobiliser pour faire cesser cette guerre, pour obliger le gouvernement et la bourgeoisie à en accepter la seule issue possible : l'indépendance de l'Algérie, elle aura subi une grave défaite et il lui sera beaucoup plus difficile, demain, de s'opposer au renforcement de son exploitation, à la dictature de plus en plus cynique du patronat, au contrôle de plus en plus serré de l'Etat sur la vie de chaque travailleur.

Dans les entreprises, dans les facultés, dans les quartiers, tous ceux qui veulent agir - travailleurs, étudiants, militants politiques et syndicaux - doivent se regrouper, diffuser des tracts expliquant le sens de la lutte des algériens, dénonçant le référendum-plébiscite, invitant à l'action contre la guerre ; ils doivent exiger des organisations dites "représentatives" la convocation immédiate de manifestations de masse et, partout où ils le peuvent, susciter eux-mêmes des actions, même limitées.

La seule solution à la guerre d'Algérie c'est l'indépendance.

Le seul moyen d'imposer cette solution est, en France, l'action commune des travailleurs et des étudiants.

A BAS LE REFERENDUM !

Le référendum, ça sert à quoi ? C'est De Gaulle qui pose les questions, celles qu'il veut, comme il veut et quand il veut. De Gaulle seul sait ce qu'il faut demander. Répondez ! Voilà la Vème. République.

Ce qu'il demande ? Si on est d'accord pour que la France impose au peuple algérien des institutions bâtarde qui, sous couvert d'autonomie, sauvegarderaient les positions du capitalisme français en Algérie.

Participer au référendum c'est accepter un jeu truqué, car la vraie question : "indépendance de l'Algérie" n'est même pas posée. Voter "oui" ou "non" c'est accepter d'avance le résultat de ce jeu. Participer au référendum c'est confirmer De Gaulle et l'Etat dans leur droit d'organiser des "consultations" de ce genre. Participer au référendum c'est renoncer à l'action, c'est prolonger la guerre.

Le peuple algérien veut l'indépendance. Il se fait tuer pour elle depuis six ans. Comme référendum, c'est suffisant.

Si les travailleurs français veulent que la guerre cesse, ils doivent se mobiliser, passer à l'action.

"GROUPES D'UNION CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE"

Des étudiants de Paris ont constitué des groupes pour lutter contre la guerre d'Algérie. Ils veulent s'unir à la base pour agir et faire reconnaître la volonté d'indépendance du peuple algérien. Ils invitent à former des groupes composés de jeunes ouvriers et étudiants, groupes sans exclusive appelant à l'unité les jeunes non organisés et les militants de tout parti et syndicat décidés à lutter, à préparer dès maintenant des manifestations de masse et des grèves.

Trois groupes existent déjà : facultés des Lettres, de Droit, de Sciences. Ils ont diffusé largement des tracts dans les milieux étudiants et commencent à en diffuser dans des entreprises et des usines, appelant à se regrouper et à agir.

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA JEUNESSE ETUDIANTE ET LA GUERRE D'ALGERIE

Qu'est-ce que la guerre d'Algérie pour un étudiant ? La guerre c'est d'abord le sursis menacé en cas d'échec, l'impossibilité de terminer ses études. C'est une menace dans le présent, mais aussi pour l'avenir. Chacun pense au fond de lui : "Si j'étais tué ?". Mais il refoule vite cette idée avec des phrases toutes faites : "ce n'est qu'une opération de police", "il y a peu de morts", "je serais planqué par papa".

L'étudiant qui ne va pas plus loin existe, c'est le petit-bourgeois type. Au fond de lui, il tient ce monologue : "qu'est-ce que ça peut me faire à moi l'Algérie, ils m'embêtent avec leur guerre, si elle pouvait finir !". Pour lui l'Algérie ce n'est pas un problème qui le touche, il ne voit pas très bien pourquoi il se battrait là-bas, mais il ne fera rien en France, car son intérêt personnel et immédiat passe avant tout et il est dangereux pour l'instant d'agir contre la volonté de De Gaulle, du futur patron et de papa.

Mais pour l'étudiant qui réussit à aller plus loin, qui ne s'enferme pas dans sa coquille, les journaux, les discussions l'amènent à se sentir concerné par cette guerre. D'abord il y a la durée du conflit qui agit comme une publicité ; on ne peut plus l'oublier. Il est là chaque soir : "dernier quart d'heure", "ratissage", "FLN", "autodétermination". Il y a le désaccord des journaux, qui le conduit à douter de la sincérité du régime, à réfléchir lui-même. Il entend parler de la torture, des camps de concentration. Il rencontre des types qui reviennent de là-bas. Ils sont étranges, souvent déséquilibrés. Ils parlent de "fellouzes charcutés, découpés". On connaît l'affaire Alleg, Audiñ. C'est la gêne.

Beaucoup, malheureusement, se contentent d'être "troublés". Une minorité ne supporte pas de vivre avec son "drame intérieur". Elle veut en finir tout de suite avec cette "saloperie de guerre". Elle veut dégager sa responsabilité. "Les mains propres" serait sa devise. Elle ne croit plus aux partis, aux syndicats. C'est la voie de la désertion et du soutien. C'est le "procès Jeanson". Le geste individuel devient connu et par là collectif. Il force encore les indifférents à se prononcer : "ils ont choisi eux et nous que faisons-nous ?". La solution "Jeanson" ne peut pas être une solution de masse, mais elle fait prendre conscience. On se tourne alors vers ceux qui nous représentent également : les partis et le syndicat, l'U.N.E.F.

Les partis ? Ceux qui existent depuis toujours, du PC à la SFIO, satisfont rarement l'étudiant qui veut une action immédiate et forte. L'hésitation du PC, méfiant vis-à-vis du FLN, souriant à Mollet, puis tournant sa veste avec le vent, ne lui plaît pas. Quant à la SFIO et Mollet...! De plus, ces partis sont compromis dans cette " sphère" des choses de la politique, que l'étudiant méprise parce qu'il n'y a aucun pouvoir. Mais pour certains, un parti nouveau, moins compromis que les autres, faisant de l'Algérie son problème, comme le PSU, peut paraître satisfaisant. Ceux-là ne se rendent pas compte qu'un "parti est toujours un parti", qu'il signifie : "lutte

au parlement, victoire aux élections, évolution pacifique vers le socialisme", c'est à dire compromis ou trahison.

Le cas de l'U.N.E.F. mérite une étude approfondie. Le syndicat étudiant n'est pas comparable aux syndicats ouvriers. L'idée que les étudiants forment une classe, un groupe uni, n'est pas répandue chez eux. Ils sont individualistes, c'est leur façon à eux de se révolter. Ils se sentent à peine liés aux étudiants de leur année de leur spécialité ou de leur Cité. L'idée qu'ils doivent défendre leurs intérêts eux-mêmes contre le régime et la société capitaliste ne leur vient pas. Ils proviennent en majorité des classes bourgeois au pouvoir. Ils conçoivent que leurs intérêts sont les mêmes. La société capitaliste doit préparer sa relève. Certes, il y a des problèmes d'ajustement (postes pas assez nombreux, etc.).

Il faudrait dissocier ici le cas des étudiants de Lettres dont les débouchés sont peu sûrs et qui n'intéressent pas tellement le régime, de ceux de Sciences et des grandes écoles scientifiques et commerciales où les futurs patrons et l'Etat "paysent" l'étudiant pour se "l'assurer".

Pour ces "étudiants intéressants", l'U.N.E.F. ne peut être qu'une corporation où ils prennent : cours polycopiés et cartes de restaurants universitaires. Quand l'U.N.E.F. fait de la politique, on ne comprend plus qu'on se dissocie du pouvoir bourgeois.

Pour les autres, ceux qui cherchent un moyen d'action contre la guerre, l'U.N.E.F. est une solution peu satisfaisante. C'est un syndicat sans base parce qu'il manque de militants actifs. Tous ceux qui participent à sa "vie" font partie de l'appareil. Les bureaux de base répètent les formules de Gaudez sans rien y ajouter.

Une première conclusion devrait être assez pessimiste. D'une part des étudiants qui se perdent dans l'appareil des partis, s'usent dans les jeux hiérarchiques pour finalement faire des compromis. D'autre part des petits bourgeois qui comprennent leurs liens avec le régime et font la politique de leur classe.

Ainsi, "politisé" ou non, l'étudiant ne semble jamais pouvoir faire une action révolutionnaire.

Mais le pessimisme est le résultat d'une analyse qui s'arrête trop à l'apparence actuelle de la situation.

La perte des possibilités étudiantes n'est pas vraiment due aux étudiants, mais plutôt aux partis, organisations. La preuve de ce fait c'est que toutes les révoltes qui ont eu lieu ont trouvé leur élan chez l'ouvrier, le paysan et l'étudiant. Peu à peu, l'étudiant prend conscience de sa situation dans la société et de celle des autres hommes, de la bêtise et de l'incapacité des organisations qui le croient bête. Soudain, ouvriers, étudiants et paysans se révoltent contre cette société et surprennent par leur violence les organisations qui s'étaient chargées de les défendre. Voyez l'Algérie : les masses paysannes que les colons disaient abruties, que le M.N.A. sous-estimait entrent en lutte; ce sont ensuite les étudiants qui les rejoignent. En Hongrie, des ouvriers et des étudiants déclenchent l'insurrection de 1956. Des étudiants se battent au Japon, en Turquie, en Corée, en Italie, en Amérique Latine.

En fin de compte, si la plupart des étudiants sont récupérés par le régime c'est que la volonté en eux d'être révolutionnaires n'a pas pu trouver un cadre, un sens favorable. Même le fils du plus "sale bourgeois" éprouve un instant le besoin de rapports humains qui ne soient pas artificiels mais riches, véritables, comprend la nécessité d'un travail créateur qui ne fasse pas de l'ouvrier un objet et de lui un exploiteur. Mais rien de vraiment satisfaisant ne s'est encore proposé à l'étudiant.

Nous travaillons pour préparer la prise de conscience des étudiants, pour constituer un cadre favorable à leur volonté révolutionnaire refoulée.

Des groupes d'action contre la guerre d'Algérie se constituent maintenant dans les facultés. Tous ceux qui veulent agir eux-mêmes se réunissent, prennent des décisions en commun. Est-ce un premier pas ?

REUNION PUBLIQUE DU 26 NOVEMBRE

Le 26 novembre dernier, les camarades de Paris ont organisé une réunion publique à la Mutualité : "L'Algérie, la jeunesse et la politique".

L'exposé a développé trois points :

- 1° Signification des initiatives prises par les jeunes par rapport à l'Algérie.
Risque d'un recul si le mouvement n'est pas renforcé rapidement.
- 2° Renforcement théorique : analyse de la révolution algérienne; analyse du gaullisme. Seule attitude juste : solidarité avec la révolution algérienne. Seul mot d'ordre à propager : indépendance inconditionnelle.
- 3° Renforcement pratique : formation de groupes d'action contre la guerre chez les étudiants et les ouvriers. Objectif : préparer la grève contre la guerre (dans les facultés : grève des cours).

Participants : une centaine - militants, ouvriers, étudiants (en majorité).

La discussion a porté essentiellement sur les formes d'action.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA PAROLE

AUX

TRAVAILLEURS

ON RATIONALISE A LA REGIE RENAULT

La propagande de la Régie avait fini par convaincre beaucoup d'entre nous que nous étions des privilégiés. Les vieux compagnons se croyaient intouchables, les "fayots" protégés, les cadres invulnérables, quant aux employés beaucoup espéraient passer de l'autre côté de la barrière. La promotion n'était-elle pas ouverte à tous ? Pour les uns, qui y croyaient, ce fut la porte qu'on leur a ouverte toute grande ; pour d'autres, c'est la menace permanente du licenciement, et pour d'autres encore la promotion se transforme en déclassement pur et simple.

Le déclassement ? Mais ce n'est pas permis ! Il y a des lois pour l'empêcher ! Quelles lois ? y en aurait-il, qu'elles ne vaudraient rien devant la poussée de rationalisation de l'usine. C'est la nécessité de l'usine qui fait loi, un point c'est tout. Aux Forges, on redescend des P.3 à P.1, des P.2 à O.S., ce qui signifie que l'on va diminuer leur salaire. Au département 55, on remet des régleurs aux manivelles, avec des salaires correspondants bien entendu. Pendant des années la Direction divisait les travailleurs en promettant des postes à certains et en accentuant la division entre les catégories et les salaires. Aujourd'hui, beaucoup d'illusions tombent ; tous ceux qui avaient réussi à glaner des galons ne se sentent plus en sécurité ; la rationalisation touche aussi les lèche-bottes. Quand l'usine peut se passer des gens, rien ne compte, ni les lois ni les bons services. L'inspecteur du travail vient de refuser le licenciement de Humeaux, le syndicaliste CFTC. Qu'importe, puisque la Régie a décidé son renvoi, Humeaux est chassé. Quelles lois peuvent bien résister à la Régie ? Un délégué CGT est licencié au département 14. Motif : il s'est engueulé avec son contremaître. Pourtant la loi protège les délégués....oui, mais à condition de ne pas faire ce pour quoi les ouvriers les ont élus.

Mais il y a la loi sur les salaires, et là ni les patrons ni la Régie ne peuvent y toucher ? Erreur. Quant une usine rationalise, elle peut toucher aux salaires, c'est-à-dire les diminuer. On a innové un système, celui des études de poste: les ouvriers sont payés suivant la machine ou le poste qu'ils occupent. Un contremaître peut-il handicaper un travailleur ? Il le place à un mauvais poste. Il peut, par contre, récompenser un autre gars en l'envoyant sur une machine où le travail est mieux payé. Un agent de maîtrise peut ainsi réduire, s'il le veut, une paye d'ouvrier de

30 francs de l'heure (6.000 francs par mois environ). Ce n'est pas seulement dans les possibilités, cela se passe réellement au déparbement 14.

Les contremaîtres dosent ainsi les salaires. Ils font changer de poste à des ouvriers plusieurs fois par quinzaine, tant et si bien qu'à la fin les feuilles de paye deviennent pratiquement incontrôlables. Pourtant, il y a eu 36 et des tas de textes qui prétendent nous garantir contre l'arbitraire des patrons et de la maîtrise. Mais tous ces textes n'existent que pour tranquilliser les travailleurs et non pas pour les protéger, et si les travailleurs sont tranquilles ou s'ils ont peur il n'y a rien qui puisse les défendre. Il y a également le système de travail qui, lui aussi, est continuellement remis en cause par ceux-là mêmes qui l'ont institué. Dans les ateliers, les délais sont rognés peu à peu par les spécialistes du chronométrage. En fabrication, on procède autrement : dans une même journée, on change plusieurs fois les ouvriers de poste, de telle façon qu'ils n'arrivent plus à contrôler le rendement. Ceux sur qui les cadences ont été calculées (les habitués) sont déplacés; ainsi la Direction parvient à accélérer les rendements. Si les règlements sur les cadences ne protègent pas les travailleurs contre l'arbitraire de la maîtrise, par contre ils protègent les cadences contre les travailleurs. Il suffit qu'un ouvrier ne réalise pas sa norme pour être sanctionné, mais si un chrono falsifie les chiffres au profit de la Direction, il aura droit aux félicitations de ses chefs. Si un contremaître décide d'augmenter la vitesse de la chaîne et que les travailleurs ne s'y opposent pas, il aura tous les droits et c'est la nouvelle cadence qui fera loi. Ce sont tous ces procédés de margoulins qui ont reçu le nom scientifique de rationalisation et ce sont ces procédés qui s'accentueront si nous ne réagissons pas. Si nous continuons à nous laisser faire, il y aura encore davantage de licenciements, de déclassements, de vexations, de baisses de salaires. "Le rempart des lois, la protection des accords, la garantie des libertés, etc.", tout cela n'est que du baratin. La seule loi valable et reconnue de tous c'est la loi du plus fort.

Si la Direction applique ces méthodes c'est parce que les travailleurs ne réagissent pas. Pourtant, lorsque les travailleurs sont forts et qu'ils sont 15.000 à débrayer, il faut que ce soit EUX qui respectent les lois et les règlements DONT LES PATRONS SE MOQUENT. Continuerons-nous longtemps, quand nous sommes les plus fort à nous conduire "dans le calme, la dignité et la légalité" ? Qu'avons-nous à y gagner ? Y avons-nous gagné quelque chose jusqu'à présent ?

Les seules garanties que nous pouvons avoir ce sont des garanties qu'il faudra exiger par la violence, et nous ne les conserverons qu'en les défendant en permanence. Les conquêtes de 1936 ont été reprises par le patronat, la loi des 40 heures n'existe que sur le papier, les lois sur les salaires sont continuellement détournées. Il n'y a aucune assurance qui nous protège et les syndicats ne sont pas ces assurances. POUR S'OPPOSER AU PATRONAT, IL N'Y A QUE NOUS ET NOTRE FORCE. Si dans les prochains mouvements nous ne comprenons pas cela, si nous ne comprenons pas qu'il faut dépasser le terrain légal sur lequel on se bat depuis 10 ans, nous serons battus encore une fois et la Régie pourra continuer encore sa fameuse politique de rationalisation.

(Extrait de "Tribune Ouvrière", Renault, n°71, décembre 60)

Vient de paraître le N°31 de SOCIALISME OU BARBARIE

Au sommaire : La révolte des colonisés - Le vide congolais - Le gaullisme et l'Algérie - Dix semaines en usine - Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne.- Documents: Japon, juin 1960. Italie, juillet 1960.- Discussions : La gauche française aux yeux des algériens.- LE MONDE EN QUESTION.

Kiosques, librairies, gares: le n° 3 NF -abonnement un an (4 N^{OS}): 10 NF.
42, rue René-Boulanger, Paris X^e - CCP PARIS 11.987.19

A propos des troupes allemandes stationnées en France :

LETTRE D'UN EX-DEPORTE

Des troupes allemandes sont cantonnées à Mourmelon et à Sissonnes. 15 ans après, quel scandale ! Bien sûr, les troupes françaises participent à l'occupation de l'Allemagne. Mais nous avons gagné la guerre, non ? Et puis, qui oserait comparer notre armée nationale à la Wehrmacht soumise à Hitler ? Les officiers allemands ce sont tous des nazis et à présent ils prennent leur revanche en foulant le sol français. Voici un mois que sur ce thème les patriotes français sont en ébullition. Les ex-déportés sont spécialement mobilisés par leurs associations. Ainsi l'Association française Buchenwald-Dora (communiste) lance un "Appel au pays" dans le n° spécial de son bulletin de décembre. Au début, elle déclare qu'il est possible de "créer les conditions de la paix" et de la "réconciliation". Puis elle dénonce la renaissance du militarisme allemand en invoquant "l'idéal patriotique de la Résistance". Ensuite, alarmiste, elle déclare : "Craignons qu'il ne s'agisse d'un certain quadrillage destiné à encadrer la France à l'intérieur d'un ensemble dont la puissance allemande assurerait la direction..... Il ne faut pas attendre que leurs effectifs soient de 300000 hommes en cantonnement permanent pendant que l'Armée française est en Algérie..... Affirmez votre volonté de voir votre pays rester attaché aux valeurs humaines qui l'ont fait aimer dans le monde". On n'ose pas en conclure que l'armée française et ses paras manquent aux coeurs de ces messieurs, que l'armée française devrait revenir pour prendre la place des allemands qui nous occupent ! Ce serait bouffon de la part d'une organisation bourgeoise nationaliste ; c'est infâme sous la signature de gens se réclamant du mouvement ouvrier. De quelles valeurs humaines, de quel amour de la France ces messieurs veulent-ils parler au moment même où le peuple algérien se libère dans le sang ? Ces dangereux imbéciles terminent d'ailleurs ainsi leur appel : "La sécurité du pays, la dignité du genre humain nous préoccupent trop pour laisser l'ennemi de la paix installer ses terribles moyens à l'intérieur de nos propres frontières. Dans l'attente du désarmement général simultané et contrôlé, c'est l'armée nationale qui doit camper sur le sol de la France !".

J'espère que les jeunes ouvriers qui lisent P.O. se moquent des radotages des ex-déportés et autres anciens combattants. Mais il faut qu'ils voient où conduit la renonciation à l'internationalisme prolétarien. Elle conduit à désarmer les ouvriers en lutte contre leur bourgeoisie, leur police, leur armée. Elle conduit à critiquer d'abord la bourgeoisie revancharde d'en face, à attaquer d'abord l'armée d'en face et à alimenter la propagande symétrique des nationalistes qui sont aussi au travail en face.

Je me rappelle à ce sujet un discours que nous fit un communiste allemand un jour de l'hiver 44-45 dans le "petit camp" de Buchenwald. Il nous exhorte à la discipline et à l'internationalisme, nous expliqua qu'étant les derniers arrivés, nous avions beaucoup à apprendre, etc., que l'anti-nazisme n'avait pas été inventé par nous, et que, outre les incorrigibles culottes de peau et les "gaullistes", nous avions dans nos rangs de nombreux ouvriers contaminés par le chauvinisme.

Nous venions de passer par les mains de la Gestapo, nous étions fourbus, abrutis et affamés. Ce discours nous parut très injuste.

Il était sévère certes, on peut même dire que les communistes allemands, scléro-sés dans leur sectarisme de 1933, avaient également leurs défauts, mais avec le recul de l'expérience, je pense qu'au fond, ce que disait ce camarade était vrai. Le nationalisme sous toutes ses formes est la pire des maladies et le mouvement ouvrier français en est infecté.

Des abonnés de "P.O." de NIMES, BELFORT, CAEN, GRENOBLE, LE MANS, MONTPELLIER, LILLE, TOULOUSE, LYON et MARSEILLE demandent à se mettre en rapport avec les lecteurs de leur région.
Ecrire à "Socialisme ou Barbarie", 42 rue René-Boulanger, Paris X^e, qui transmettra.

POUR QUOI NOUS LUTTONS

Le monde capitaliste se survit sans rien changer à la division de la société entre possédants qui dirigent et dépossédés qui exécutent. A l'Est comme à l'Ouest, les dirigeants de l'économie et de l'Etat s'emploient à transformer le travailleur en automate asservi aux machines, obéissant docilement aux slogans de la propagande officielle.

Depuis sa naissance, la classe ouvrière a lutté pour se libérer de l'exploitation et pour organiser la société sur une base collective.

La seule solution à la crise du monde moderne c'est l'organisation de la société par les travailleurs, le pouvoir des travailleurs exercé par des Conseils élus et révocables, par des organes permettant à toute la population travailleuse de gérer la vie sociale. La population travailleuse n'est rien d'autre que le producteur collectif de la société moderne. Elle est donc seule capable d'organiser la production et d'établir une planification répondant à ses propres besoins.

Ouvriers, employés, intellectuels, nous combattons pour le socialisme, pour le POUVOIR OUVRIER.

Les organisations qui prétendent représenter la classe ouvrière ont abandonné ce combat depuis longtemps.

Les centrales syndicales actuelles ne sont même plus capables de soutenir sérieusement les revendications ouvrières pour les salaires et les conditions de travail.

Contre les appareils bureaucratiques qui dirigent les syndicats actuels, nous ne préconisons pas de former des nouveaux syndicats, mais nous agissons pour que les travailleurs décident eux-mêmes de leurs propres revendications, organisent et contrôlent à la base leurs propres luttes.

Contre les divisions des salariés en catégories, nous proposons de défendre des revendications qui les unissent en un seul bloc : des revendications anti-hiéronymiques.

Contre le nationalisme qui asservit les exploités aux exploiteurs de chaque pays, nous proclamons la nécessité d'unir les prolétaires de tous les pays en un seul mouvement international.

Nous luttons pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire, une avant-garde des travailleurs manuels et intellectuels dont le seul but sera d'aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser son propre pouvoir :

LE POUVOIR DES CONSEILS DES TRAVAILLEURS

Si vous voulez recevoir régulièrement "POUVOIR OUVRIER"

A B O N N E Z - V O U S : 1 an = 12 n°s = 2 NF ou 8 timbres à 0,25 NF.

Si vous désirez aider l'action entreprise par "POUVOIR OUVRIER"

souscrivez un ABOUNEMENT DE SOUTIEN : 1 an = 5 NF.

Faire les versements au compte de "SOCIALISME OU BARBARIE" CCP PARIS 11.987.19

42, rue René-Boulanger, Paris X^e.